

Twitter n'aidera plus le gouvernement US à surveiller ses utilisateurs

Depuis cette semaine, Twitter ne permet plus au gouvernement américain de surveiller ses concitoyens, et ceux du reste du monde, à travers le réseau social. Ou, plus exactement, à travers Dataminr. Cette société en partie détenue par Twitter (à hauteur de 5% du capital) fournit des outils d'alerte basés sur l'analyse des tweets. Une solution de veille en temps réel agrémentée de service de géolocalisation, utilisée par les médias, les investisseurs et... les gouvernements.

Si ces derniers utilisent les services de Dataminr à des fins de lutte contre le terrorisme, ils s'en servent aussi pour repérer les activistes et autres opposants, affirme l'Aclu (America civil liberties union). Or, Twitter stipule clairement dans sa charte que l'utilisation du réseau social à des fins de surveillance est « *strictement interdite* ». En conséquence, Twitter avait demandé en mai dernier à Dataminr de se conformer, [comme pour tous les développeurs](#), à sa politique d'utilisation du réseau social. Ce qu'a fait l'entreprise de veille. « *A compter de cette semaine, Twitter a fait en sorte que les centres d'agrégation (« fusion centers ») financés par le gouvernement fédéral ne puissent plus utiliser un puissant outil de surveillance des médias sociaux pour espionner les utilisateurs* », [rapporte](#) l'Aclu.

Twitter confirme par lettre

L'association de défense des libertés civiles s'appuie sur une [lettre](#) signée de Colin Crowell, vice-président chargé de la politique publique mondiale de Twitter, qui lui confirme cet abandon. Le réseau social y affirme que « *Dataminr a affiné son produit pour le secteur public afin de l'adapter à son offre principale de fournir des alertes d'information [et...] qu'il n'autorise plus des accès directs des 'fusion centers'* ».

Twitter y rapporte aussi les propos de Dataminr. Qui déclare « *ne plus fournir aux clients gouvernementaux leur propre accès direct ou des fonctionnalités pour exporter des données; la capacité de rechercher des données historiques brutes; l'analyse géospatiale; ou toute forme de surveillance* ».

Le réseau social avait précédemment opéré la même démarche avec Geofeedia et Snaptrands. Si le gouvernement américain se voit privé d'un outil qui facilitait son travail, il n'en a toujours pas moins accès aux données publiques postées sur Twitter pour poursuivre ses missions de surveillance des citoyens. A l'instar de l'affaire de [l'iPhone 5c de la tuerie de San Bernardino](#), cette histoire illustre surtout les tensions qui règnent entre les gouvernements et les entreprises high tech qui ont (ou peuvent) avoir accès aux données personnelles de leurs utilisateurs.

Lire également

[Windows 10 aspire vos données personnelles toutes les 5 minutes](#)

[OVH : Octave Klaba espionné par le GCHQ britannique](#)

[Une backdoor chinoise planquée dans des smartphones Android](#)

Crédit Photo : Andrey_Popov-Shutterstock